

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Dossier

N° 494 du 14.11.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Benjamin Moriamé : Berlin 89 – Jérusalem 09 : d'un Mur à l'autre.

Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo: la chute du mur.

1-2 Hollywood et les Arabes.

1-3 Vidéo: Olmert Shouted Down In San Francisco WAR CRIMINAL!!!!!!

1-4 Vidéo : Discours de Gerald Kaufmann à l'usage de nos parlementaires.

1-5 Vidéo sur les manifestations contre la venue à San Francisco de Ehud Olmert.

1-6 Chérif Boudelal : Les régimes arabes seraient-ils des ignorants, des complices avec les ennemis de leurs peuples, ou les deux à la fois ?

1-7 Georges STANECHY : Agro-Business : Le Mur de la Honte...

1-8 Emmanuel Berretta : France 2 : Le CSA saisi sur les propos de François Cluzet.

2 Les brèves

2-1 Jean-François Legrain : "Le bilan de Mahmoud Abbas est totalement catastrophique".

2-2 La Palestine sous le choc et le monde stupéfait.

2-3 Abbas réitère son refus de négocier sans un gel total des colonies.

2-4 Assez de mensonges, Hillary Clinton !

2-5 Des dizaines de milliers de palestiniens menacés d'expulsion.

2-7 Un journaliste suédois invité à s'expliquer en Israël.

2-8 Israël et territoires palestiniens occupés : Israël ne laisse filtrer qu'un mince filet d'eau pour les Palestiniens.

3 Dossier

- 3-1 Jerusalem Post : Il est temps d'admettre qui sont les véritables victimes.
- 3-2 Israël et le refus pathologique de la paix.
- 3-3 Paul Craig Roberts : Les criminels de guerre deviennent les arbitres de la loi.
- 3-4 Les Palestiniens accusent les États-Unis de jouer les briseurs de paix.
- 3-5 Sylvain Mouillard : Obama, «la lune de miel est terminée».
- 3-6 Hassan Moali : Rejet du rapport Goldstone et silence sur le gel des colonies.
- 3-7 Abir Taleb : Tel-Aviv a réussi à rallier Washington à sa cause pour que l'Autorité reprenne les négociations sans l'arrêt de la colonisation.
- 3-8 Hassan Moali : Le gel des colonies n'est plus une priorité pour l'Égypte.
- 3-9 Bari Al Atwan : Hillary Clinton : l'avocate du diable.
- 3-10 Hassan Moali : Les larmes de crocodile des dirigeants occidentaux.

Tiré a part

Benjamin Moriamé : Berlin 89 – Jérusalem 09 : d'un Mur à l'autre

Bien des murs ont été érigés depuis vingt ans. Tandis que la commémoration de la chute du Mur de Berlin bat son plein, les barrières du « monde moderne » restent invisibles au plus grand nombre. La plupart de ces nouveaux murs, au Mexique, au Botswana ou dans le sud de l'Europe, font obstacle à l'immigration. Le Mur du Proche-Orient, lui, n'est pas bâti sur une frontière. Il serpente à l'intérieur du territoire palestinien sur plus de 450 kilomètres – bientôt 700. Ce Mur traîne derrière lui des conséquences, à la fois humanitaires et politiques, inégales. C'est un triste anniversaire. Il y a cinq ans que la Cour internationale de Justice dénonce, en vain, la construction d'un mur par Israël dans les territoires occupés palestiniens. Par son « avis » du 9 juillet 2004 – les États-Unis ont refusé qu'il s'agisse d'un jugement contraignant – l'une des plus hautes instances judiciaires au monde établissait que la construction, dont le but officiel est de contrer les attentats palestiniens, est contraire au droit international et, en particulier, au droit de la guerre. Elle réclame par conséquent son démantèlement, l'indemnisation de tous les Palestiniens préjudiciés et une pression des autres États en faveur du droit. Cinq ans plus tard, les États occidentaux semblent supporter le Mur comme un cheval des œillères. C'est un joyeux anniversaire. Comment ne pas se joindre, avec un soupçon de réserve toutefois, à l'enthousiasme de millions de personnes qui ont souffert durant de longues années derrière le Rideau de fer ? Vingt ans, c'est une génération libre de murs. Les Berlinoises n'oublieront pas, malgré tout, ces 3 mètres 60 de béton, cette longue muraille de 155 kilomètres, avec ses miradors, son « check-point Charlie », etc. La « barrière de séparation » – euphémisme d'usage en Israël – est sans commune mesure avec son tragique prédécesseur. L'hydre décapitée en 1989, ressuscitée à Jérusalem, a plus que quadruplé de volume. Ses nombreuses sections de béton – essentiellement dans les villes – sont parfois hautes de neuf mètres, avec un minimum de six. Les tronçons de grillages électroniques – en zones rurales – sont larges de cinquante à cent-cinquante mètres, puisqu'ils s'accompagnent d'une route de patrouille réservée aux soldats israéliens, d'un fossé, de pyramides de barbelés « lames de rasoirs » (fabriqués en Belgique), etc. Pour construire cet ensemble – 703 kilomètres sont prévus – des centaines de maisons palestiniennes ont déjà été détruites.

Ce ne sont pourtant pas les imposantes mensurations de l'édifice qui sont les plus lourdes de conséquences, mais plutôt son tracé sinueux. Le Mur déploie ses méandres à travers les territoires occupés, comme un serpent étouffé sa proie (voir carte ci-contre). Tout les points vitaux palestiniens sont gravement touchés : économie, soins de santé, enseignement, accès à l'eau... « J'ai perdu le tiers de ma terre », se désole Nabile Shrimé, loin d'être une exception parmi les nombreux agriculteurs de Qalqilya, une ville de plus de 45.000 habitants dont les quatre horizons sont barrés par le Mur. « De plus, le Mur, percé de trous, a été construit de telle façon que l'eau s'écoule depuis Israël vers nos champs et engendre de graves inondations. » Durant l'hiver, une véritable mer noie parfois les plantations. Mais l'eau potable, elle, devient encore plus rare et chère. Dans les districts de Qalqilya, Jénine et Tulkarem, une cinquantaine de puits ont été rendus inaccessibles par la construction. « S'il vous plaît, arrêtez ce mur de l'apartheid », a tagué un anonyme de Bethléem, côté pile. Côté face, un gigantesque panneau du ministère israélien du tourisme, frappé des mots « La paix soit avec vous », semble lui répondre. Les écrits sur le Mur sont souvent éloquentes. Mais, à Bethléem comme en d'autres villes, le Mur reste souvent vierge, exhibant le gris froid du béton. Avec une différence notable côté ouest : le Mur est bien moins proche des maisons et paraît plus petit aux Israéliens, qui surplombent le fossé issu de la construction. Les enfants de la banlieue de Jérusalem côtoient étroitement le Mur. À Abou Dis, par exemple, le terrain de football s'étend au pied des remparts. Au sprint sur les gravillons, ou gigotant autour de la balle, les gamins semblent ne plus voir le béton. Jusqu'à ce que le ballon vole malencontreusement par-dessus. Dans ce cas, pas d'angoisse, il sera probablement renvoyé par un autre Palestinien... Jérusalem-Est, la partie arabe de la « ville sainte », se trouve effectivement de facto annexée à Israël par le Mur. C'est pourquoi un riverain a peint une échelle symbolique sur toute la hauteur de la fortification. Histoire sans doute de se sentir plus proche de sa famille. Les enfants de Qalqilya arpentent eux aussi fréquemment, à pied ou à vélo, les nouvelles limites de leur ville, comme un fauve repère indéfiniment les limites de sa cage. Les abords dévastés du Mur constituent un terrain de jeu à nul autre pareil. Lorsque les bambins croisent un étranger dans le centre-ville – chose rare – ils lui proposent d'emblée de lui montrer « al jedar ». Et le prennent par la main. À l'ombre des fortifications, des cultivateurs dépités soignent ce qu'il reste de leurs champs, amputés par les bulldozers israéliens. Encerclée, étranglée. Oalqilya étouffe. Son économie s'écroule. Son cas est éclairant car représentatif de ce qu'endurent la

centaine de villes et villages palestiniens coupés du reste du pays. « Pas moins de 90% de nos ventes ont été perdues », soupire Mohammed Moustafa, devant les sacs de graines de son magasin agricole. « Désormais, chacun se contente de trouver de quoi manger. Impossible de miser sur l'avenir. Cet homme-là a perdu 12.000 m². » « Tout est resté côté ouest », confirme Abdallah Hashim. « J'ai introduit une demande de permis pour traverser le Mur, mais cela m'a été refusé sans raison. » Plus de la moitié des terres agricoles de Qalqilya ont connu pareil sort, de même que 23 puits, alors que l'agriculture est de loin la première source de revenus des habitants. Pour les rares Qalqilyens qui ont malgré tout un produit agricole à commercialiser, reste à exporter. Les gardes de l'armée de Tsahal (forces israéliennes), à la sortie de la ville, rendent le transport si lent et incertain qu'ils sont de moins en moins nombreux à pouvoir se permettre ce risque économique. Le chômage a atteint 65% de la population – la moyenne est de 45% en Cisjordanie. La municipalité dénombre déjà 6.000 résidents absents, qui ont fui pour des régions moins affectées par l'occupation israélienne. Un tiers d'entre eux sont des pères de familles, partis seuls pour dénicher un boulot et faire vivre leur foyer à distance. Ce phénomène de transfert, observable dans bien d'autres zones proches du Mur, effraie l'Autorité palestinienne, qui y voit le résultat d'un plan d'annexion, plongeant le pays dans la crise et empêchant la création d'un État palestinien.

Sur le chemin de Jérusalem, les détours et les contretemps sont légions. Alors que la « ville trois fois sainte » est au Sud, il faut d'abord rouler plein Nord, afin d'éviter les « doigts » : il s'agit des deux incursions les plus prononcées du Mur en travers du territoire palestinien, qui ont effectivement la forme de doigts sur les cartes. Les « doigts » ont pour but essentiel de protéger les importantes colonies juives de Kedumim et Ariel, mais ont surtout pour conséquence de séparer de nombreux Palestiniens de leur lieu de travail et/ou d'une partie de leur famille. Une fois ces obstacles contournés, le véhicule peut être arrêté à tout moment, soit par un « checkpoint » volant soit par un autre permanent, souvent tenus par de jeunes Israéliens en cours de service militaire. Environ 500 de ces barrages quadrillent la Cisjordanie. Lorsqu'on en croise un sur son chemin, la durée de mise à l'arrêt s'avère imprévisible : il faut quelques minutes à quelques heures avant d'être autorisé à passer ou invité à faire demi-tour.

À hauteur de Beit Amin, le conducteur de taxi s'arrête sans raison apparente. « Ici, j'ai été contraint d'abandonner six hectares de terres sur lesquelles j'espérais cultiver et construire une maison », pointe du doigt Mohammed Abou Hijlih, en face de la colonie de Share Tikva. Les maisons palestiniennes et israéliennes, si l'on excepte la « barrière », y sont à peine séparées de quelques enjambées. À quelques kilomètres de là, la voiture s'arrête à nouveau, devant une porte. « Ici, j'ai vu un médecin obligé de soigner un patient à travers la porte agricole », se souvient Darwish Amer. Il est courant qu'un ou plusieurs villages soient isolés sans hôpital et même sans médecin. Le paysage défile, aride, parsemé de petits villages arabes. En haut des collines, de temps en temps, des colonies israéliennes surplombent les vallées. Elles sont aisément reconnaissables à leur architecture occidentale et à leur flore verdoyante – Israël a pris le contrôle des ressources en eau. Au bout du chemin, pour passer le portail entre Bethléem et Jérusalem, les Palestiniens avancent leur carte d'identité israélienne, souvent profil bas. La plupart rejoignent leur boulot. Ils savent qu'au moindre faux pas les soldats peuvent leur barrer la route, pour un jour ou à vie. Mêmes scènes entre Jérusalem et Ramallah, dont les liens étroits sont menacés.

« Je ne peux plus voir Jérusalem, ni ma famille qui y habite », explique Mohammad Shahin, 19 ans, de Bethléem. « Je m'estime heureux, quand je pense à mon ami dont la maison a été démolie pour le Mur. À l'école, certains ne peuvent plus venir ». La jeune Hanine Albaz, 21 ans, rêvait d'être journaliste : « Comme mon père est membre d'un groupe politique, je ne passe pas aux check-points et ne peux aller à l'université », regrette-t-elle. Le Mur a brisé, sur sa route, une multitude d'espoirs. Dont, si souvent, des espoirs de paix.

Les commémorations qui accompagnent légitimement les vingt ans de la chute du Mur de Berlin ne peuvent être aveugles. Garder un œil sur le passé doit aider à construire l'avenir et non permettre de tourner le dos au présent.

FICHE TECHNIQUE

Au pied du Mur

Dimensions. Un peu plus de 700 kilomètres, dont plus de 450 sont déjà terminés. Hauteur : de 6 à 9 mètres pour les portions en béton et environ 5 mètres pour les portions en grillages. Les deux formules sont pourvues de caméras, tours de gardes, routes de patrouille, zone « neutre », fossés, pyramides de barbelés... L'ensemble occupe une bande de terre large d'au moins 50 m.

Terrorisme. L'objectif officiel de l'édifice est d'empêcher les attaques-suicides palestiniennes, qui ont surgi, en même temps que de vastes opérations israéliennes de bombardement, au début de la seconde Intifada (entamée en 2000 suite à la « visite » provocante d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des mosquées). La construction a débuté en août 2003 et touchera bientôt à sa fin. Ariel Sharon détenait des plans du Mur dès les années 70. Les attentats se sont fait plus rares depuis le début de l'édification, sans que l'on puisse dire dans quelle mesure cela est dû au Mur ou aux trêves conclues entre les deux camps.

Parcours. L'édifice sinueux s'enfonce souvent, loin de la frontière (la « ligne verte »), à l'intérieur de la Palestine. Par conséquent, 480 km² de terres, soit 8,5% de la Cisjordanie, ont été isolés côté Ouest, entre le mur et la frontière. Il s'y trouve 38 villages et 250.000 Palestiniens environ. Côté Est, 190 km² de territoires cisjordaniens (3,4%) abritent encore près de 250.000 Palestiniens totalement ou partiellement (au moins trois côtés) entourés par les méandres de la construction.

Portes. Une quarantaine de portes sont gardées par des soldats israéliens. Vingt-cinq sont des « portes agricoles », rarement ouvertes et réservées aux propriétaires terriens qui cultivent eux-mêmes leurs terres. Onze portes servent d'entrées vers Israël. Enfin, sept seulement permettent aux Palestiniens de voyager d'une partie à l'autre de leur pays. L'ouverture de toute porte, quand les soldats israéliens sont présents, demeure réservée aux détenteurs des permis adéquats, toujours très difficiles et souvent impossibles à obtenir.

Colonies. Une soixantaine de colonies, soit 400.000 colons, se situent à l'ouest de la « séparation ». Tandis que 60.000 autres colons sont restés côté est.

Droit. Le 9 juillet 2004, la cour internationale de justice a souligné l'obligation pour Israël de démanteler le Mur, en vertu des droits économiques et sociaux comme des droits de la guerre. De même, elle a rappelé les résolutions de l'ONU réclamant la fin de l'occupation et le démantèlement des colonies. Cinq ans plus tard, cet avis reste sans effet et la construction avance imperturbablement, freinée seulement par des contraintes budgétaires.

Source: envoyé par [l'auteur](#)

Images:

- Mur de séparation vu depuis la Vieille Ville de Jérusalem. Haut de 8 mètres, il isole Jérusalem de la Cisjordanie. [W. Robrecht](#)

- Graffiti in Bethlehem, Pawel Ryszawa

Benjamin Moriamé

Mardi, 10 Novembre 2009

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo: la chute du mur.

Pourquoi cette vidéo est boycottée par les médias ?

<http://www.youtube.com/watch?v=9xh4ouc8Lac>

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4490>

1-2 Hollywood et les Arabes.

Comment le cinéma US et celui d'Hollywood, en particulier, prépare les esprits - à l'échelle planétaire - pour que s'accomplisse l'"œuvre" de la plus grande démocratie autoproclamée.

Le projet de société pensé et planifié par les "maîtres du monde" passe par un conditionnement sournois qui utilise l'industrie cinématographique, de longue date, comme arme de propagande. A méditer.

Ce documentaire totalement inédit passe à la loupe un des aspects les plus calomnieux de l'histoire du cinéma et que personne n'avait jamais osé contester depuis l'époque du muet jusqu'aux grandes productions hollywoodiennes d'aujourd'hui.

Présenté par Jack Shaheen (Professeur, Université Sud-Illinois, USA) auteur réputé, le film relève la longue succession d'images dégradantes qui ont été utilisées pour représenter les Arabes au cinéma. Des bandits bédouins aux jeunes filles soumises, en passant par les cheiks sinistres et les terroristes armés, ce documentaire jette un éclairage dévastateur sur l'origine de ces portraits stéréotypés et sur leur apparition à des moments clés de l'histoire des États-Unis, démontrant du même coup les lourdes conséquences de cette représentation aujourd'hui.

Jack Shaheen montre comment, au fil des ans, la persistance de ces images a fait en sorte de banaliser les préjugés entretenus à l'égard des Arabes et de la culture arabe, ce qui aurait eu pour effet de renforcer une vision étroite des individus d'origine arabe et d'accroître les répercussions des politiques intérieures et internationales des États-Unis sur leur vie. En incitant le spectateur à réfléchir sur les conséquences sociales, politiques et simplement humaines de ces caricatures hollywoodiennes, ce film souhaite faire reconnaître l'urgence d'offrir un point de vue opposé qui rendrait justice à la diversité et au caractère humain du peuple arabe, tout en faisant ressortir le vrai visage et la richesse de l'histoire et de la culture arabes.

vidéos

1

http://www.dailymotion.com/video/x84mo6_hollywood-et-les-arabes-13_news

2

http://www.dailymotion.com/video/x84lcr_hollywood-et-les-arabes-23_news

3

http://www.dailymotion.com/video/x84l4b_hollywood-et-les-arabes-33_news

vendredi 30 octobre 2009 par [La rédaction](#) de Al-Oufok

1-3 Vidéo: Olmert Shouted Down In San Francisco WAR CRIMINAL!!!!!!

http://ecliptv.com/viewVideo.php?video_id=7968

1-4 Vidéo : Discours de Gerald Kaufmann à l'usage de nos parlementaires.

Publié le 28-10-2009

Intervention au parlement britannique, de Gerald Kaufmann, député qui réclame un embargo sur les armes livrées aux criminels de guerre israéliens, et qui s'élève contre l'instrumentalisation du génocide dont sa famille a été victime.

1-5 Vidéo sur les manifestations contre la venue à San Francisco de Ehud Olmert.

Excellente vidéo sur les manifestations contre la venue à San Francisco, le 22 octobre 2009, de l'ex-premier ministre d'Israël, Ehud Olmert, et sur les perturbations de la conférence par les militantes/ants anti-sionistes. Les manifestantes/ants exigeaient l'arrestation d'Olmert as a war criminal and for crimes against mankind. Au lieu d'arrêter Olmert, la police de San Francisco a arrêté 22 manifestants anti-sionistes, qui ont dénoncé les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre d'Israël. Vidéo diffusé par des militantes/ants et des groupes juifs, palestiniens, états-uniens anti-sionistes.

Cliquez sur : <http://www.youtube.com/watch?v=491GOKwrN1s>

1-6 Chérif Boudelal : Les régimes arabes seraient-ils des ignorants, des complices avec les ennemis de leurs peuples, ou les deux à la fois ?

Elle concerne la rumeur, publiée sur plusieurs sites Internet, selon laquelle la chaîne TV Al Jazeera pourrait être vendue à 50% au milliardaire sioniste, américano israélien : Haim Saban.

Pour plus d'information cliquer sur le lien suivant : [Al Jazeera et le lobby sioniste](#)

Il est demandé d'urgence à chacun et chacune de réagir contre cette éventualité qui ferait de la seule chaîne de télévision fiable arabe une marionnette entre les mains d'Israël et de ses bailleurs de fonds. Comme elle ferait de Qatar un régime à la solde d'Israël et du sionisme, au même titre que les autres régimes arabes qui font honte à leurs peuple Il serait d'autant plus regrettable que le Qatar avait joué un rôle honorable sur la scène internationale à maintes reprises, ce qui le différencie des autres régimes dits arabes, et lui a donné une popularité chez les peuples.

Chérif Boudelal

1er novembre 2009

1-7 Georges STANECHY : Agro-Business : Le Mur de la Honte...

Nb Ndlr :La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Extrait - partie Palestienne

Les libertés publiques ne sont plus enserrées dans des murs en béton. Depuis la chute du symbole de l'étouffement des libertés qu'était "Le Mur de Berlin".

Du moins, sous nos latitudes...

En Palestine, il est deux fois plus haut et plus solide. Il ne cesse de s'étendre.

Ailleurs, coups d'Etat, tortures, exécutions, enlèvements, élections truquées, bombardements, occupations militaires, en sont un substitut encore plus atroce. Mais, il convient de ne jamais l'évoquer...

Vingt ans !... Ne cessent de s'extasier les médias, célébrant cette disparition en chœur. Coordination, déploiement, ratissage, impeccables. Gros budgets. Tambours et trompettes. Pluies diluviennes d'euros et de dollars...

Nous l'avons tous compris. Une de leurs grandiloquentes campagnes de propagande. Nous agrippant par les oreilles et le col, nous matraquant dès le petit-déjeuner, pour endormir les citoyens que nous sommes.

Nous convaincre de notre état paradisiaque de « citoyen libre ».

Restons lucides.

Dans nos pays « riches », « développés », les progrès techniques de communication et de désinformation rendent obsolètes, archaïques, ces excroissances de béton et de fil de fer barbelé.

Pour étouffer la liberté d'expression et l'esprit critique, s'élèvent des murs virtuels qui ne se perçoivent pas à première vue. Encore plus efficaces.

Lentement, implacablement, s'érigeant dans le silence complice des politiciens. Pour ne pas changer...

De nombreux piliers pour le soutenir. Dont l'architecture et la mise en œuvre sont élaborées par des officines spécialisées qui ne font que cela à longueur d'années. Concevoir stratagèmes, désinformations et contrevérités.

Nous faire croire que la lune est carrée, qu'un dictateur sanguinaire est un démocrate. Qu'un dirigeant régulièrement élu est un dictateur, à partir du moment où il n'accepte pas ce qu'une « grande puissance » lui dicte. Qu'il y a des élections truquées où il n'y en a pas. Ou, vice-versa, qu'il n'y en a pas, là où il y en a. Même si l'arnaque crève les yeux, comme on vient de le voir en Afghanistan.

L'étape ultime étant « la censure ».

Censure déguisée, bien sûr. Nous sommes en « démocratie ». Comment transformer des citoyens en consommateurs, muets et autant que possible apeurés ? La peur renforçant leur mutisme.

Pour les castes au pouvoir, « la peur » n'est pas le commencement de la sagesse des sujets qu'ils gouvernent. C'est l'instrument qui leur cloue le bec.

Un des meilleurs artifices, pour étouffer liberté d'expression et esprit critique, est « l'arsenal juridique ». Sans cesse travaillé, modernisé, actualisé. Avoir la « justice » avec soi, pour bâillonner son peuple, le rêve de tout autocrate...

Connaissez vous le SLAPP ?... Une pandémie, dans nos pays occidentaux.

Le Strategic Lawsuit Against Public Participation. On pourrait traduire par : Action Judiciaire Stratégique contre la Mobilisation Citoyenne.

Ce sont des actions en justice, dont le modèle est anglo-saxon à l'origine, destinées à intimider, dissuader, entraver, bloquer les actions menées par des groupes de citoyens, de consommateurs, de médias, qui ont le courage de dénoncer des produits, ou des services, qu'ils estiment contraires aux intérêts de la collectivité.

Georges Stanechy (1) <http://stanechy.over-blog.com/artic...>

(2) MDRGF, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tel. : 01 45 79 07 59, www.mdrgf.org

09 novembre 2009

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Agro-Business-Le-Mur-de-la-Honte.html>

1-8 Emmanuel Berretta : France 2 : Le CSA saisi sur les propos de François Cluzet.

Le comédien François Cluzet est accusé de "désinformation" et d'"incitation à la haine" par le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA)

Invité dimanche sur France 2 dans l'émission 13 h 15 le dimanche, de Laurent Delahousse, l'acteur François Cluzet est accusé de "désinformation" et d'"incitation à la haine" par le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) qui en appelle au CSA.

Les propos du comédien se rapportaient au cas particulier de Salah Hamouri, un ressortissant franco-palestinien, âgé de 24 ans, enfermé dans une prison israélienne depuis 2005.

Selon l'acteur, qui milite pour sa libération au sein de son comité de soutien, Salah Hamouri purge "un délit d'opinion, simplement parce qu'il a dit qu'il était contre les colonisations" des territoires palestiniens.

Des propos qui ont aussitôt déclenché les foudres du BNVCA, lequel s'élève contre ce qu'il considère comme "un plaidoyer en faveur de la libération du terroriste franco-palestinien". Le BNVCA rappelle que Salah Hamouri a été condamné par la justice d'Israël pour avoir "en sa qualité de leader d'une faction du FPLP" projeté un attentat, avec des complices, contre la personne du grand rabbin Oyadia Yossee.

Le BNVCA attend du CSA qu'il contraigne la rédaction de France 2 à rétablir les faits.

Salah Hamouri a plaidé coupable

De mère française et de père palestinien, Salah Hamouri conteste les faits et se déclare seulement sympathisant du FPLP. Il a été arrêté lors d'un contrôle d'identité à un checkpoint le 13 mars 2005. Aussitôt conduit en prison et après trois ans de préventive, il accepte, en avril 2008, la proposition du procureur militaire israélien de "plaider coupable" afin d'atténuer sa condamnation. Il écope ainsi de sept années de prison (au lieu de 14 ans dans ce cas de figure).

En France, un comité national de soutien a été mis en place en octobre 2008. Salah Hamouri a été déclaré citoyen d'honneur de la ville de Grigny le 16 mai 2009. De son côté, Nicolas Sarkozy a adressé un courrier à Benyamin Netanyahou, premier ministre israélien, afin de réclamer un "geste de clémence". Face à Jean-François Copé, François Cluzet, sur France 2, doutait, dimanche, des efforts réellement déployés par la France pour obtenir l'extradition de Salah Hamouri. Pris au dépourvu, Jean-François Copé déclarait, face à l'acteur, ignorer jusque-là l'existence de ce ressortissant.

www.alterinfo.net/France-2-Le-CSA-saisi-sur-les-propos-de-Francois-Cluzet-POLEMIQUE-SALAH-HAMOURI-avec-video_a39047.html

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Jean-François Legrain : "Le bilan de Mahmoud Abbas est totalement catastrophique".

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a annoncé, jeudi 5 novembre, à son entourage politique qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession lors des élections générales du 24 janvier.

Cependant, Jean-François Legrain, chercheur au CNRS et auteur de *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996* (Beyrouth, Cermoc, 1999), doute fort de la tenue d'élections générales en janvier 2010.

Ce n'est pas la première fois que Mahmoud Abbas menace de jeter l'éponge. Quel est le sens aujourd'hui de cette déclaration ?

Soit Mahmoud Abbas a bel et bien décidé de se retirer, soit il s'agit d'un coup de poker politique. Faute d'un accord préalable avec le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, les élections ont très peu de chances de se tenir en janvier 2010. Son annonce peut avoir valeur d'avertissement à l'attention des Etats-Unis après la défaite enregistrée par l'Autorité palestinienne sur la question du gel de la colonisation. Mais si Mahmoud Abbas espère reprendre la main, il aura fort à faire pour retrouver un semblant de légitimité. Accusé d'avoir retardé un vote onusien sur le rapport Goldstone à propos de la guerre de Gaza, son image a considérablement souffert de l'enlisement des négociations avec Israël, de la corruption endémique de son mouvement [*le Fatah*] et des dissensions persistantes entre les factions palestiniennes.

Qui pourrait lui succéder à la tête de l'Autorité palestinienne ?

Comme je vous le disais, la tenue d'un scrutin en janvier prochain reste très hypothétique. Si ces élections n'ont pas lieu, je pense qu'un comité de salut public de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sera mis en place pour prendre en charge les affaires de la Cisjordanie.

Le mieux placé pour diriger un tel organe serait Mohammed Dahlan. Proche de Mahmoud Abbas, il a le soutien des Américains.

Mais Jibril Rajoub a également ses chances. Moins haï que Dahlan [*ancien homme fort du Fatah à Gaza*], il a conservé des liens avec la bande de Gaza à l'époque où il était le président de l'Association palestinienne de football, et son frère est député du Hamas.

Enfin, bien sûr, on peut compter sur Marwan Barghouti, qui purge une peine de prison en Israël. Même si je pense que sa popularité est surévaluée et que cette image de sauveur de la nation est très artificielle, c'est un concurrent sérieux.

Quel bilan dressez-vous de ces cinq années de présidence ?

Un bilan totalement catastrophique. Je ne vois aucun point positif à souligner. Gaza et la Cisjordanie sont séparés politiquement et humanitairement.

Les négociations avec Israël sont au point mort. L'Autorité palestinienne a régressé au point de se retrouver

5/11

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/05/le-bilan-de-mahmoud-abbas-est-totalement-catastrophique_1263396_3218.html#ens_id=1263414

2-2 La Palestine sous le choc et le monde stupéfait.

Abbas à la rescousse d'Israël ! L'esclave porte secours à son maître !

C'est le comble ! Après tous les efforts que des centaines d'associations et des milliers, voire des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont travaillé nuits et jours pour parvenir à rendre Israël condamnable pour ses crimes de guerre et crimes contre l'humanité, le saltimbanque de l'« autorité » de Ramallah vient leur dire non, reporter le vote à l'année prochaine ! Puis, après avoir provoqué l'indignation du peuple palestinien, y compris les membres du Fatah, mais aussi les défenseurs de la cause palestinienne du monde entier, Abbas décide d'« examiner sérieusement la possibilité de demander au bloc arabe et musulman de présenter officiellement le rapport Goldstone aux organes internationaux, y compris l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations unies » !

Nous savons que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a exhorté l'ONU à rejeter le rapport Goldstone qui accuse Israël d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité - voir le « Monde » du 1^{er} octobre 2009. Mais ceci n'étonne personne en soi. Ce qui est étonnant c'est que le premier qui devrait avoir une fermeté pour exiger le vote et la condamnation d'Israël, demande que le vote soit reporté, en sabotant le travail de plusieurs mois de ceux qui n'admettent pas qu'Israël soit au-dessus de toutes les lois morales et humaines.

Ce qui serait intéressant c'est de savoir la motivation de Abbas dans ce geste qui a surpris les morts et les vivants de cette planète. Pourquoi a-t-il demandé lui-même aux pays arabes et musulmans d'accepter le report du vote du conseil de « sécurité » de l'ONU ? D'après des experts, il aurait subi des pressions de la part des USA après la menace de Nétanyahou de ne plus négocier le processus de paix - comme s'il l'avait déjà fait auparavant. L'un des experts de la politique est allé jusqu'à supposer que Abbas aurait reçu des menaces d'Israël. Ces menaces seraient de rendre publics certains secrets gênants pour cette dite autorité palestinienne, notamment en ce qui concerne la mort de Yasser Arafat et les derniers carnages commis à Gaza par Israël.

En clair Abbas et ses collabos de Ramallah seraient des complices d'Israël dans l'assassinat du Président Arafat et dans le génocide contre les populations de la bande de Gaza de décembre 2008 et janvier 2009. Dans tous les cas de figure, sans que l'on sache avec précision la vérité sur l'implication de Abbas et sa clique dans ces deux affaires criminelles, le fait d'avoir demandé le report du vote du Conseil de « sécurité » de l'ONU qui vise à reconnaître qu'Israël a commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, suffit pour le qualifier d'ores et déjà de traître notoire. Des responsables politiques palestiniens et les manifestants en colère demandent, non seulement de l'écartier de toute responsabilité mais aussi de le juger pour la haute trahison avant de le déchoir à jamais de la nationalité palestinienne. C'est pour cette raison qu'il a fait marche arrière. Mais c'est déjà trop tard. Enfin, y aurait-il quelqu'un qui pourrait céder une vieille paire de chaussures pour ce traître ? Il ne mériterait pas plus qu'une paire de chaussures usées. Elle ne doit pas être aussi belle que celle de ZAIDI - qui la réclame avec insistance car elle a fait de lui un héros, l'Homme du siècle.

Chérif BOUDELAL –

6 octobre 2009

2-3 Abbas réitère son refus de négocier sans un gel total des colonies.

Le président Mahmoud Abbas a réaffirmé samedi auprès de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton le refus des Palestiniens de reprendre les négociations avec Israël sans un arrêt total des colonies juives, a déclaré à l'AFP le négociateur palestinien Saëb Erakat.

"Le président Abbas a informé Mme Clinton de son refus absolu d'une reprise des négociations avec Israël" sans un arrêt de la colonisation dans les Territoires palestiniens occupés, a déclaré M. Erakat lors d'une conversation téléphonique depuis Abou Dhabi.

M. Abbas a rencontré Mme Clinton samedi à la mi-journée à Abou Dhabi pour discuter des efforts américains visant à relancer le processus de paix bloqué depuis l'offensive israélienne à Gaza fin 2008.

Au cours de la rencontre, la secrétaire d'Etat a assuré son interlocuteur que "l'administration américaine fera tout son possible pour relancer les négociations en vue de l'établissement d'un Etat palestinien indépendant dans les deux ans".

A l'issue de l'entretien, M. Abbas a déclaré aux journalistes qu'il n'avait relevé "rien de nouveau" en faveur d'une relance du processus de paix.

"Israël doit honorer ses engagements, notamment un gel total de la colonisation" mais "le problème avec le gouvernement israélien, c'est qu'il refuse l'arrêt des implantations", a regretté M. Abbas.

Selon M. Erakat, "Mme Clinton a demandé de reprendre les négociations entre les deux parties sur la base d'un accord auquel est parvenu (l'émissaire américain pour le Proche-Orient) George Mitchell avec Israël, un accord qui ne prévoit pas un arrêt total de la colonisation".

Il a précisé que cette proposition prévoit la poursuite de la construction de 3.000 logements et de bâtiments publics (mairies, écoles, etc.) en Cisjordanie occupée et exclut un arrêt des implantations à Jérusalem, une revendication cruciale des Palestiniens.

"Nous l'avons informée (Mme Clinton) de notre refus de cette proposition", a dit M. Erakat.

Après son étape à Abou Dhabi, Mme Clinton doit rencontrer samedi à Jérusalem son homologue israélien Avigdor Lieberman, le ministre de la Défense Ehud Barak et dans la soirée le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

M. Netanyahu a refusé jusqu'ici d'accéder aux demandes de la communauté internationale d'un gel de la colonisation, un préalable posé par les Palestiniens à toute reprise des pourparlers de paix.

(AFP /

31 octobre

<http://www.romandie.com/ats/news/091031125713.im9nzbp.asp>

2-4 Assez de mensonges, Hillary Clinton !

En visite au Proche-Orient ce week-end, la secrétaire d'Etat américaine s'est alignée sur la position israélienne concernant le processus de paix. Unanime, la presse palestinienne dénonce cette attitude pour le moins inattendue.

Il ne fallait pas attendre de l'intervention d'Hillary Clinton qu'elle fasse avancer le dossier israélo-palestinien, ni des envoyés spéciaux de l'administration américaine qu'ils fassent pression sur l'Etat hébreu et le contraignent à trouver une solution négociée.

Mais on ne pouvait pas imaginer que la secrétaire d'Etat américaine aggraverait les choses en tordant le cou à la vérité. A la suite de son entretien avec le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou [le 1er novembre à Jérusalem], elle a inversé les rôles et affirmé que ce sont les Palestiniens qui faisaient obstacle à la négociation. Selon une source israélienne haut placée, les Américains pensent à présent que les Palestiniens empêchent tout progrès dans le processus de paix. En tournée au Proche-Orient avec l'envoyé spécial de la Maison-Blanche George Mitchell, la secrétaire d'Etat américaine n'a pas hésité à déclarer aux médias que l'arrêt des constructions dans les colonies n'avait "jamais été une condition préalable pour les négociations avec les Palestiniens".

La conclusion qu'il faut en tirer est que l'administration Obama voudrait contraindre les Palestiniens à s'engager dans une pseudo-négociation, sans aucune lumière au bout du tunnel, qui durera le temps qu'il faudra pour qu'Israël puisse atteindre ses objectifs de judaïsation de Jérusalem et de la Cisjordanie, autrement dit d'anéantissement de tout espoir de paix.

Il est vrai que, par le passé, la direction palestinienne a accepté de négocier sans avoir obtenu l'arrêt de la colonisation. Cela veut-il dire pour autant qu'il faut se prêter au jeu israélo-américain ?

Quoi d'étonnant à ce que les Palestiniens veuillent obtenir l'engagement des Israéliens, des Américains et du monde entier de parvenir à des résultats ?

C'est à se demander si la chef de la diplomatie américaine veut vraiment la paix.

Est-ce bien dans l'intérêt de la paix de poursuivre l'implantation de colonies, les confiscations de terres et la judaïsation dans les territoires occupés depuis 1967, là où devrait être créé le futur Etat palestinien ? Tout cela sert-il la négociation ou est-ce la loi de la jungle ? Toutes les terres de notre pays déjà concédées par les Palestiniens ne suffisent-elles pas aux Israéliens ? Quel scénario les Américains préparent-ils pour la région en faisant concession sur concession à Israël ? N'est-ce pas celui d'un retour à la violence et aux guerres ?

Estiment-ils que la crise économique est derrière eux et qu'ils n'ont plus besoin des Arabes, de leurs capitaux et de leur pétrole ?

Autant de questions dont les réponses se trouvent du côté d'Hillary Clinton et de son administration. La principale question toutefois est de savoir pourquoi elle se ment à elle-même, à son peuple et au reste du monde et cherche à travestir la réalité en accusant les Palestiniens de faire obstacle à la négociation. Pourquoi donc, madame ? Qui vous a achetée ? Combien les pro-Israéliens vous ont-ils offert ?

02.11

<http://www.courrierinternational.com/article/2009/11/02/assez-de-mensonges-hillary-clinton-0>

2-5 Des dizaines de milliers de palestiniens menacés d'expulsion.

Une étude préparée par l'organisation internationale "sauver l'enfant", a dévoilé que des dizaines de milliers des familles palestiniennes sont menacées d'être expulsés par la force de leurs maisons à cause de la politique sioniste d'expatriation obligatoire adoptée par les forces occupantes dans les territoires palestiniens.

Il a souligné que la majorité de ces exilés seront des enfants.

Dans un communiqué publié, le mardi 27/10, l'organisation a ajouté que la démolition des maisons palestiniennes visant l'expulsion de leurs habitants, ainsi que les conditions de vie improbables ont obligé les familles palestiniennes de quitter leurs maisons, malgré leurs situations très difficiles après leur exil hors de la Palestine. "Les habitants des zones rurales en Cisjordanie et des régions frontalières dans la Bande de Gaza vivent des conditions très difficiles, ainsi qu'un manque quotidien des eaux et de la nourriture, en plus de l'augmentation des taux de chômage", a ajouté l'étude.

La directrice de l'association, Salam Kanaan, a dit que les enfants sont menacés de mort, sous l'ombre de l'absence de tout avenir et la peur continuelle de perdre la vie stable.

Elle a souligné que la moitié de palestiniens habitant dans les régions dangereuses dans les territoires palestiniens occupés, ont été expulsés par la force de leurs maisons, depuis l'année 2000.

L'étude a déclaré que 37% seulement des habitants des régions dangereuses possèdent des aliments suffisants et que 92% des familles qui habitent dans ces régions ne peuvent pas arriver aux services médicaux.

Enfin, l'organisation a appelé l'occupation à arrêter tous les travaux qui poussent vers l'expulsion des Palestiniens dont la démolition de leurs maisons et l'adoption d'une politique claire dans les régions frontalières de la Bande de Gaza pour faire preuve de ses responsabilités et protéger les habitants civils qui vivent sous l'autorité de l'occupation

CPI

29/10/2009

[.http://www.palestine-](http://www.palestine-)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s754ZbM79YgAU6gG0zwhxvSyrclleS6qcQxasFK64W3fg5lvC3EMEBloGDEmy%2ft0AALztHfOyagOv7PvWss%2b2GwUpNCK9PEj0hs5saZ1pgxEDM%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s754ZbM79YgAU6gG0zwhxvSyrclleS6qcQxasFK64W3fg5lvC3EMEBloGDEmy%2ft0AALztHfOyagOv7PvWss%2b2GwUpNCK9PEj0hs5saZ1pgxEDM%3d)

2-7 Un journaliste suédois invité à s'expliquer en Israël.

Donald Bostrom est soupçonné d'antisémitisme après avoir publié un article dans lequel il accuse l'armée israélienne d'alimenter un réseau de trafic d'organes prélevés sur des cadavres de Palestiniens.

Plusieurs dizaines de manifestants ont protesté dimanche 1er novembre contre l'arrivée en Israël d'un journaliste suédois au cœur d'une vive polémique après avoir accusé sans preuves l'**armée israélienne** de couvrir un trafic d'organes prélevés sur des cadavres de Palestiniens.

Donald Bostrom, qui travaille pour le tabloïde suédois Aftonbladet, a été invité pour s'expliquer à une conférence internationale sur les médias organisée à Dimona, dans le désert du Néguev (sud d'Israël).

Les protestataires attendaient le journaliste à son arrivée à l'aéroport Ben Gourion à Tel Aviv.

Sa visite suscite une vive **controverse** en Israël. Le vice-Premier ministre Silvan Shalom a fait part dimanche de son refus de participer à la conférence aux côtés du journaliste suédois.

"J'ai décidé de boycotter cette conférence car je ne veux pas accrédiéter le fait qu'une plateforme soit offerte à un ennemi qui publie des articles diffamatoires à l'encontre d'Israël", a expliqué Silvan Shalom à la radio.

Silvan Shalom, qui détient le portefeuille du Développement régional pour le désert du Néguev et la Galilée, avait été convié à ce titre à prendre la parole à cette conférence qui s'ouvre lundi à Dimona.

Un froid diplomatique entre Stockholm et Israël

Invité il y a deux semaines, Donald Bostrom doit s'expliquer sur un article très controversé publié en août par son journal, dans lequel il affirmait - sans preuves tangibles - que des soldats israéliens auraient volé pour les vendre des **organes de morts palestiniens**.

La publication de cet article et le refus des autorités suédoises de le désavouer, au nom de la **liberté d'expression**, a jeté un froid diplomatique entre Stockholm et Israël. Les dirigeants israéliens avaient exhorté la Suède à condamner un article à leurs yeux ouvertement antisémite.

Interrogé à la radio, un des organisateurs de la conférence, Gidon Adin, a justifié l'invitation du journaliste suédois en faisant valoir qu'"il devra pour la première fois expliquer devant un public hostile pourquoi il publie des articles diffamatoires sur la foi de rumeurs".

1/11

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20091101.OBS6500/un_journaliste_suedois_invite_a_sexpliquer_en_israel.html

2-8 Israël et territoires palestiniens occupés :Israël ne laisse filtrer qu'un mince filet d'eau pour les Palestiniens.

La politique d'accaparement des ressources en eau par les Israéliens au détriment des Palestiniens d'Israël et des territoires occupés est connue depuis de nombreuses années, mais le nouveau document d'Amnesty International (présenté [en français ici](#), [cliquer là](#) pour télécharger le rapport complet en anglais) apporte une documentation actualisée à la fois très complète et irréfutable.

Ce rapport causé évidemment la colère officielle des autorités israéliennes, la colère de l'Etat israélien a d'ailleurs de nombreuses raisons de s'exprimer tant son isolement est de plus en plus marqué sur la scène mondiale.

« Récemment, Israël s'en est pris au reste du monde, lui portant coup après coup », « Israël frappe et frappe encore. Il frappe ses ennemis, et désormais il s'en prend aussi à ses amis qui osent ne pas partager complètement ses choix politiques », ironise Gideon Levy qui ridiculise dans [Ha'aretz](#) la prétention d'Israël à punir « quiconque ne répète pas ses messages de propagande ».

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Jerusalem Post : Il est temps d'admettre qui sont les véritables victimes.

Le rapport en nombre de morts est de 1 à 100, en notre faveur. S'agissant des destructions, c'est beaucoup, beaucoup plus. A ce jour, des milliers de Gazaouis vivent dans des tentes parce que nous ne leur permettons pas de faire venir le ciment pour reconstruire les maisons que nous avons démolies. Nous avons fait de la bande de Gaza une zone sinistrée, une question humanitaire, et nous la maintenons en l'état avec notre blocus.

Pendant ce temps, ici, du côté israélien de la frontière, nous n'arrivons pas à nous rappeler quand la vie a été aussi tranquille et sécurisée.

Alors décidons : qui ont été les victimes de l'opération Plomb durci, eux ou nous ?

La question ne se pose pas, c'est nous. Nous, les Israéliens, nous avons été les victimes et nous le sommes toujours. En réalité, notre état de victime ne fait qu'empirer de jour en jour. Le rapport Goldstone est le véritable crime de guerre. Le rapport Goldstone, les débats aux Nations unies, Amnesty International, Human Rights Watch, la Croix-Rouge, B'Tselem, les soldats traîtres de Briser le Silence et l'Académie des Rabins – tous sont les vrais crimes contre l'humanité. C'est cela qu'on entend par « la guerre est un enfer ».

C'est nous qui avons traversé l'enfer de la guerre à Gaza. C'est nous qui avons souffert.

Les Gazaouis ? Ils souffrent ? Mais de quoi parlez-vous tous ?

Nous leur permettons de manger, non ?

Ce monologue imaginaire montre en réalité comment nous nous voyons aujourd'hui. Nous avons lancé la guerre à Gaza, nous avons déclenché l'une des campagnes militaires les plus inégales qu'on puisse connaître, mais nous sommes les victimes.

Nous nous battons contre le monde avec l'Holocauste ; à preuve les propos du Premier ministre Binyamin Netanyahu à l'ONU sur Auschwitz. Et son protégé, le ministre des Finances, Yuval Steinitz, qui promet : « Nous n'irons pas à l'abattoir comme des agneaux une fois encore, » lors d'une discussion au cabinet à propos du rapport Goldstone.

Auschwitz, les agneaux allant à l'abattoir, l'opération Plomb durci. Pour les Israéliens aujourd'hui, tout cela forme un tout, une seule histoire, l'héritage ininterrompu d'une vertueuse position de victime.

La vérité c'est que l'Etat d'Israël n'a jamais été une victime, et le fait que nous nous assimilions aux six millions a été gênant dès le début – mais maintenant ? Après ce que nous avons fait à Gaza ? Avec la mainmise que nous avons sur cette société, alors que nous vivons ici libres et tranquilles ?

Des victimes ? Des agneaux à l'abattoir ? Nous ?

Non, et c'est devenu bien plus que gênant, c'est absolument honteux.

Et malgré nos excuses, il n'est pas vrai que nous soyons « traumatisés » par le passé dans la conviction que nous sommes toujours des juifs faibles, apeurés, impuissants, sur le point d'être conduits aux chambres à gaz. Beaucoup de survivants de l'Holocauste gardent cette conviction, et dans une proportion très limitée, ce vestige de peur occupe encore l'esprit israélien.

Mais maintenant, 64 ans après l'Holocauste, 42 ans après avoir vu avec la guerre des Six Jours à quel point nous étions devenus forts, nous savons, que nous nous l'avouions ou pas, que nous ne sommes plus les victimes.

Nous savons que nous ne sommes pas la continuité des six millions mais au contraire qu'on s'en éloigne délibérément, purement et simplement.

LA RAISON pour laquelle nous nous disons et que nous disons au monde que nous sommes les victimes, c'est parce que nous savons, que nous en convenons ou pas, que l'état de victime représente un pouvoir. L'état de victime c'est la liberté. On ne peut pas demander à une victime de se contenir. Une victime qui se bat pour sa survie ne peut être accusée d'abuser de son pouvoir puisque après tout, elle a le dos au mur, elle est désespérée.

Au vu des faits, il est très difficile de nous convaincre nous-mêmes, et à fortiori de convaincre les autres, que Gaza et ses Qassams avaient mis la forteresse Israël le dos au mur, que nous étions désespérés, que nous combattons pour survivre. Aussi, pour se convaincre et pour convaincre le monde qu'il en était vraiment ainsi, nous faisons deux choses.

Un, nous refusons de reconnaître le moindre fait qui contredise cette image qui nous montre comme des victimes et, au contraire, nous ressasons encore et encore tout ce qui est conforme à cette image.

Nous parlons uniquement des milliers de Qassams qui furent lancées sur Sderot ; nous ne mentionnons jamais les milliers de Gazaouis que nous avons assassinés dans le même temps.

Nous parlons uniquement de Gilad Shalit ; nous ne mentionnons jamais les 8 000 Palestiniens que nous retenons prisonniers.

Nous ne parlons jamais de notre blocus que nous maintenons sur Gaza, ni des ravages qu'il provoque dans sa population.

La seconde chose que nous faisons pour nous convaincre et pour convaincre le monde que nous sommes toujours les victimes, c'est de ne jamais, au grand jamais, sortir de l'Holocauste – parce que c'est là que nous avons vraiment été des victimes. Des victimes comme personne n'en a jamais eues, des victimes un million de fois pire que les Gazaouis.

Auschwitz, les agneaux allant à l'abattoir. Vous vous rappelez de nous, le peuple de l'Holocauste ? Ce n'est pas la superpuissance du Moyen-Orient que vous avez vu combattre à Gaza.

C'était les six millions.

Alors, vous ne pouvez pas nous blâmer. Nous sommes immunisés contre vos critiques. Nous sommes les plus grandes victimes que le monde ait jamais connues. Nous sommes désespérés, alors ne nous parlez pas de ratios sur le nombre de tués, ni d'usage disproportionné de la force, ni de punition collective. Nous combattons pour notre survie.

C'est ce que nous nous disons à nous-mêmes et que nous disons au monde, et, vu ce que nous avons fait et que nous faisons toujours à Gaza, c'est devenu intolérable. Non, nous ne sommes pas les 6 millions. Les 6 millions était des juifs impuissants, il y a de cela trois générations ; nous ne pouvons pas enrober nos abus de pouvoir de leur tragédie.

Au lieu de cela, jetons un regard, un vrai regard critique sur ce que nous avons fait et faisons toujours à Gaza. Jetons un vrai regard critique dans la glace. Et avouons alors qui est la véritable victime, ici et maintenant. Et plus important encore, qui ne l'est pas.

Jerusalem Post

1er novembre

traduction : JPP

4 novembre

<http://www.paltelegraph.com/opinions/editorials/2770-time-to-admit-who-the-real-victims-are>

3-2 Israël et le refus pathologique de la paix.

Les Israéliens ne s'opposent pas aux efforts de paix du président d'Obama parce qu'ils ne l'aiment pas, ils ne l'aiment pas à cause de ses efforts de paix. Il ne pourrait regagner leur affection qu'en abandonnant ces efforts.

Henry Siegman -

Les sondages indiquent que le président Obama bénéficie du soutien de seulement 6 à 10% de la population israélienne - sans doute son niveau de popularité le plus bas au monde.

Les médias rapportent que les conseillers du président cherchent à assurer l'opinion publique israélienne de l'amitié du président Obama et de son engagement sans réserve en faveur de la sécurité d'Israël.

Cette amitié et cet engagement sont réels, en dépit des résultats des sondages de popularité d'Obama en Israël. La Secrétaire d'État Hillary Clinton a tenté de renforcer ce message lors de sa visite en Israël. On aurait dit-on demandé à l'envoyé spécial du président George Mitchell de faire des efforts similaires au cours de ses visites désormais beaucoup plus fréquentes à Jérusalem.

La Maison-Blanche est sur le point d'établir un nouveau record du nombre de messages rassurants et de salutations vidéos envoyées par un président américain en Israël et aux organisations juives aux États-Unis. Un projet de visite présidentielle à Jérusalem est en discussion.

Les conseillers du président craignent que l'hostilité des Israéliens envers Obama puisse être préjudiciable à ses efforts de paix. C'est sans doute vrai.

Mais une campagne de la Maison-Blanche visant au retour en grâce du président dans l'opinion publique israélienne pourrait avoir des effets bien plus préoccupants, car la raison de cette hostilité israélienne sans précédent contre un président américain tient à la crainte qu'il soit sérieux lorsqu'il dit vouloir mettre fin à l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza.

Les Israéliens ne s'opposent pas aux efforts de paix du président d'Obama parce qu'ils ne l'aiment pas, ils ne l'aiment pas à cause de ses efforts de paix. Il ne pourrait regagner leur affection qu'en abandonnant ces efforts. C'est ainsi que le gouvernement et le peuple d'Israël répondent à toute pression extérieure pour un accord de paix impliquant qu'Israël se mette en conformité avec les exigences du droit international et des résolutions de l'ONU qui appellent à un retour aux frontières d'avant le conflit de 1967, rejetant les modifications unilatérales de celles-ci.

Tout comme le gouvernement d'Israël, l'opinion publique israélienne manifeste sans relâche son aspiration à la paix et son soutien à une solution à deux États dans les sondages. Mais ce que les sondages ne se montrent pas, c'est que ce soutien dépend du fait qu'Israël définisse les termes de cette paix, ses dimensions territoriales, et les contraintes imposées à la souveraineté d'un Etat palestinien.

Un président américain qui s'adresse au monde arabe et promet une approche équitable et impartiale dans la recherche de la paix est immédiatement perçu par les Israéliens comme anti-israélien. Le dirigeant de l'une des principales organisations juives d'Amérique s'est opposé à la nomination du sénateur Mitchell au poste de négociateur pour la paix du président d'Obama, car, dit-il, son objectivité et son impartialité le disqualifiaient pour ce poste.

La réaction d'Israël aux efforts de paix n'est rien moins que pathologique. Elle est la conséquence d'une incapacité à s'adapter au retour dans l'histoire du peuple juif, doté d'un Etat qui lui soit propre, après 2 000 ans d'impuissance et de victimisation.

L'ancien Premier ministre Yitzhak Rabin, dont l'assassinat par un juif extrémiste de droite sera commémoré cette semaine en Israël, avait déclaré à ses concitoyens lors de son investiture en 1992 que leur pays était militairement puissant, ne manquait pas d'amis, ne courait pas de risque, et qu'ils devaient donc cesser de penser et d'agir comme des victimes.

Le message du Premier ministre Benjamin Netanyahu, affirmant que le monde entier est contre Israël et que les Israéliens risquent un nouvel Holocauste - une crainte invoquée à plusieurs reprises durant son discours en septembre lors de l'Assemblée générale des Nations-Unies afin de discréditer le rapport d'enquête sur Gaza du juge Richard Goldstone - est malheureusement un message jugé plus rassurant par bien trop d'Israéliens. Cette pathologie a été aidée et encouragée par des organisations juives américaines dont les programmes sont conformes aux opinions politiques et idéologiques de la droite israélienne. Ces organisations ne reflètent pas les

vues de la plupart des Juifs américains qui ont voté massivement, à près de 80%, pour M. Obama lors de l'élection présidentielle.

La signature d'un accord de paix israélo-palestinienne a échappé à toutes les précédentes administrations américaines non pas parce qu'elles étaient incapables de trouver une formule adéquate pour y parvenir : tout le monde sait depuis quelque temps déjà quelles en sont les caractéristiques essentielles, proposées par le Président Clinton au début de l'année 2000.

Au contraire, le conflit se poursuit car les présidents américains - et plus encore les membres du Congrès américain, qui dépendent tous les deux ans des contributions financières à leurs campagnes électorales - ont accepté cette pathologie qui ne pourrait être guérie qu'en la défiant.

Seul un président américain faisant preuve de courage politique pourrait guérir cette pathologie, au risque de déplaire aux israéliens et de s'exposer aux critiques de la partie du lobby pro-israélien américain qui défend par réflexe les politiques du jour du gouvernement israélien - peu importe à quel point elles puissent offenser la raison ou la morale.

Si le président Obama veut sérieusement tenir sa promesse de mettre fin définitivement aux 40 ans d'occupation israélienne, obtenir une solution à deux Etats, assurer la survie d'Israël à long terme en tant qu'État juif et démocratique, et protéger les intérêts nationaux vitaux des États-Unis dans la région, il devra prendre le risque de mécontenter. S'il parvient à tenir sa promesse, il obtiendra une reconnaissance éternelle des Israéliens.

Henry Siegman

Henri Siegman dirige le [US Middle East Project](#), sis à New York. Il est professeur associé à la [School of Oriental and African Studies](#) de l'université de Londres. Par le passé, il a occupé le poste de directeur de l'[American Jewish Congress](#) et du [Synagogue Council of America](#).

[The New York Times](#)

Vendredi 6 Novembre

<http://www.souech.info>

http://www.alterinfo.net/Israel-et-le-refus-pathologique-de-la-paix_a38917.html

3-3 Paul Craig Roberts : Les criminels de guerre deviennent les arbitres de la loi.

Le deux poids deux mesures en vertu duquel le gouvernement israélien fonctionne est trop pour tout le monde, à part pour les Américains, auxquels on a lavé le cerveau.

Même le très israélien *Jerusalem Post* peut discerner ce deux poids deux mesures qui est étalé par « l'ensemble d'Israël qui élève la voix comme un seul homme contre le rapport Goldstone » : « Voici la notion israélienne d'un marché honnête : Bon dieu ! Nous sommes en droit de faire tout ce que nous voulons aux Palestiniens parce que, par définition, tout ce que nous leur faisons subir est de la légitime défense. Eux, cependant, n'ont pas le droit de lever le petit doigt contre nous parce que, par définition, tout ce qu'ils font est du terrorisme.

« Cela a toujours été ainsi, à l'instar de l'Opération Plomb Fondu.

« Et il n'y a aucune limite à notre droit à la légitime défense. Il n'y a rien de tel que 'disproportionné'.

« Nous pouvons délibérément détruire des milliers de maisons palestiniennes, le parlement de Gaza, le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur, les tribunaux, l'unique minoterie gazaouie, la principale ferme d'élevage de volailles, une installation de traitement des eaux usées, des puits et dieu sait quoi d'autre.

« Délibérément.

« Pourquoi ? Parce que nous sommes meilleurs qu'eux. Parce que nous sommes une démocratie et qu'ils ne sont qu'une bande de fascistes islamiques. Parce que notre culture est une culture de la vie et que la leur est une culture de la mort. Parce qu'ils sont là pour nous détruire et que nous disons qu'il faut donner une chance à la paix.

« Les Goldstone dans le monde entier appellent cela de l'hypocrisie, deux poids deux mesures. Comment osent-ils ! Par ici, nous appelons cela de la clarté morale. » Personne ne pourrait lire cela dans le *New York Times* ou le *Washington Post* ou l'entendre à partir de quelque source d'information étasunienne que ce soit. Contrairement aux journaux israéliens, les médias étasuniens sont les porte-voix du Lobby d'Israël. On n'entend jamais la moindre critique.

Ce sera encore plus le cas, à présent que le Lobby d'Israël, après des années d'effort, a réussi à abroger le Premier Amendement en obtenant que la Loi sur l'Incitation à la Haine [*Hate Crime Bill*] soit attachée à la loi sur les affectations militaires récemment votée. Voici comment fonctionne ce syllogisme : Il est antisémite de critiquer Israël. L'antisémitisme est un crime d'incitation à la haine. Par conséquent, critiquer Israël est un crime d'incitation à la haine. Ainsi que le *Jerusalem Post* le fait remarquer, ce syllogisme a une « clarté morale ».

L'ambassadeur britannique auprès des Nations-Unies, John Sawers, a franchi le seuil de l'incitation à la haine lorsqu'il a dit à la radio de l'armée israélienne que le rapport Goldstone sur l'attaque militaire d'Israël contre Gaza contient « des détails très graves qui nécessitent une investigation ».

Dans un an, lorsque l'*Anti-Defamation League* [l'organisation américaine de lutte contre l'antisémitisme] aura sa phalange de procureurs en place au Département US de la Justice, Sawers serait arrêté et poursuivi en justice. L'immunité diplomatique ne signifie rien aux Etats-Unis, lesquels envahissent de façon routinière d'autres pays, font exécuter leurs dirigeants ou les envoient à La Haye pour être jugés en tant que criminels de guerre.

En attendant, le gouvernement israélien a toutefois prévenu Sawers et le gouvernement britannique que leur soutien du Rapport Goldstone aurait pour conséquence de détruire le deux poids deux mesures qui protège l'Occident et Israël et créerait un précédent qui placerait les Britanniques sur le banc des accusés pour crimes de guerre en Irak et en Afghanistan.

« Londres », a déclaré le gouvernement israélien, « pourrait se retrouver sur le banc des prévenus si [le

gouvernement britannique] soutient ce document [le rapport Goldstone]. »

Une fois que la section criminelle du Ministère US de la Justice en charge des crimes d'incitation à la haine sera montée et fonctionnera, les « Juifs qui ont la haine d'eux-mêmes » [*self-hating Jews*], comme les dirigeants du mouvement israélien pour la paix et les journalistes de *Haaretz* et du *Jerusalem Post*, peuvent s'attendre à être inculpés de crimes antisémites dans les tribunaux américains.

Paul Craig Roberts

Paul Craig Roberts est l'auteur de la loi Kemp-Roth. Il fut sous-secrétaire au Trésor de l'administration Reagan. Il fut rédacteur en chef adjoint au *Wall Street Journal* et rédacteur à la *National Review*

Article original : "["War Criminals Are Becoming Arbiters of the Law"](#)"

Traduction : [JFG-QuestionsCritiques]

CounterPunch

Samedi 17 octobre 2009

Source : Questions Critiques

<http://questionscritiques.free.fr/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Paul_Craig-Roberts.171009.htm

3-4 Les Palestiniens accusent les États-Unis de jouer les briseurs de paix.

Proche-Orient Netanyahu triomphe après avoir gagné le soutien des États-Unis sur la colonisation.

L'Autorité palestinienne a opposé hier une fin de non-recevoir aux pressions américaines et israéliennes en faveur d'une reprise des négociations, exprimant ses inquiétudes sur l'avenir du processus de paix au Proche-Orient. Selon le négociateur palestinien Saëb Erakat, le processus de paix est « à un tournant critique » en raison du refus d'Israël de « répondre à ses obligations » de gel total de la colonisation en Cisjordanie occupée. « Faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils fassent davantage de concessions afin d'accommoder l'intransigeance d'Israël n'est pas la réponse », a souligné M. Erakat dans un communiqué au ton tranchant. « Les Palestiniens ne peuvent accepter la poursuite de la construction des colonies ou la colonisation de la terre palestinienne en violation des lois internationales », a ajouté M. Erakat, en affirmant que depuis 2003, le nombre des colons israéliens en Cisjordanie a augmenté de 17 %.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a rejeté samedi une demande de la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, de reprendre les négociations avec Israël sans attendre un arrêt de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Lors d'une visite à Jérusalem, Mme Clinton a plaidé en faveur d'une relance des négociations « dès que possible » et sans condition préalable et s'est rangée sans ambiguïté du côté du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, en saluant ses propositions « sans précédent » sur une limitation de la colonisation.

Jusqu'à récemment, l'administration Obama - comme la majeure partie de la communauté internationale - avait demandé à Israël de geler totalement la colonisation avant un redémarrage des pourparlers de paix.

La colonisation, qu'Israël refuse de stopper complètement, constitue la principale pierre d'achoppement à la reprise des discussions de paix. « Israël ne devrait pas se voir offrir la moindre excuse pour poursuivre la construction d'implantations », a rétorqué hier Nabil Abou Roudeina, le porte-parole du président Abbas. « Nous considérons que toutes les activités de colonisation sont illégales », a-t-il ajouté, en les qualifiant de « principal obstacle sur le chemin de la paix ». Il a répété que les Palestiniens ne retourneraient à la table des négociations qu'en échange d'un arrêt de la colonisation en Cisjordanie. Même son de cloche du côté de la Ligue arabe, dont le secrétaire général, Amr Moussa, a écarté hier toute reprise des négociations de paix tant qu'il n'y aurait pas de gel de la colonisation israélienne. «

S'il n'y a pas de gel des colonisations (...), quel est le but de (nouvelles) négociations ? Ce n'est pas sérieux », a-t-il affirmé en marge d'une conférence sur la gouvernance mondiale organisée à Marrakech (Maroc) par l'Institut français des relations internationales.

Du côté des dirigeants israéliens, le ton était hier à la satisfaction, sinon à la jubilation. « J'espère beaucoup que les Palestiniens vont comprendre qu'ils doivent s'engager dans le processus de paix, car c'est dans leur intérêt comme dans le nôtre », a plaidé M. Netanyahu au début du conseil des ministres hebdomadaire. Pour le Premier ministre de droite, qui bénéficie d'un soutien populaire sur cette question, la revendication des Palestiniens d'un gel total des colonies représente un « prétexte et un obstacle » au retour à la table des négociations.

Enfin, poursuivant sa tournée diplomatique, Mme Clinton s'est rendue hier à Marrakech, où elle doit poursuivre ses efforts en vue de relancer le processus de paix entre Israël et les Palestiniens. La chef de la diplomatie américaine rencontrera ses homologues arabes aujourd'hui et demain à la 6e édition du Forum pour l'avenir, une manifestation organisée conjointement par le Maroc et l'Italie. La situation au Proche-Orient et le dialogue Occident-Islam seront les deux principaux thèmes abordés lors d'un dîner-débat ce soir au Forum pour l'avenir. Le Forum pour l'avenir est une initiative commune des États membres du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie) et d'une vingtaine de pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que de la Commission européenne et de la Ligue arabe.

6 Novembre 2009

http://www.lorientlejour.com/category/International/article/636496/Les_Palestiniens_accusent_les_Etats-Unis_de_jouer_les_briseurs_de_paix.html

3-5 Sylvain Mouillard : Obama, «la lune de miel est terminée».

Sentiment de trahison, encouragement, inquiétude...

Comment les éditorialistes américains évaluent-ils la première année de Barack Obama au pouvoir?

Le peut-il toujours ?

Le 4 novembre 2008, Barack Obama devenait le premier afro-américain à accéder à la présidence des Etats-Unis. De son élection, de son charisme, naissaient des espoirs parfois démesurés. Un an plus tard, le pays tente toujours de sortir de la crise économique, le Congrès s'échine sur la réforme du système de santé, et les dossiers diplomatiques sensibles (Iran, Afghanistan, Proche-Orient) s'entassent sur le bureau de la Maison Blanche. Comment la presse américaine évalue-t-elle la première année d'Obama au pouvoir ? Libération.fr a rassemblé plusieurs points de vue sur ce sujet.

Sélection.

Washington Post, Eugene Robinson

«Cela fait un an qu'une majorité d'électeurs américains ont élu Barack Obama pour changer le monde. C'est précisément ce qu'il a fait. Beaucoup souhaitent que le pays prenne une orientation plus progressiste. Comme eux, je chipote et me plains souvent de certaines décisions du président Obama.

J'aurais aimé qu'il soit plus dur avec Wall Street, plus rapide à fermer Guantanamo, plus enclin à enquêter sur les excès de l'ère Bush, plus audacieux pour obtenir un système de santé authentiquement universel (...). Mais il est président, pas un superhéros hollywoodien.

La plupart de ma frustration est due au processus nécessaire pour obtenir une réforme à Washington, quelque chose qu'Obama ne peut pas changer unilatéralement (...). La nouvelle administration n'a pas anticipé le fait que les républicains au Congrès feraient de l'obstruction de manière consistante et unanime. Elle n'a pas prévu non plus qu'il faudrait enseigner aux démocrates le concept de la discipline de parti.»

Huffington Post, Ariana Huffington

«Le livre de Plouffe (un des proches conseillers d'Obama qui vient de sortir "L'audace de gagner", un livre sur les coulisses de la campagne de 2008, ndlr) arrive à un moment clé pour l'administration - exactement un an après l'élection, et un an avant les élections de mi-mandat en 2010. Beaucoup de choses se sont passées durant cette année, l'audace de la campagne a laissé la place à un gouvernement timide (...).

En lisant le livre, je me suis souvent demandé ce que le candidat Obama penserait du Président. S'il regardait les actions de la Maison Blanche, dirait-il: «Est-ce pour cela que mes supporters et moi-même avons travaillé si dur?»

Comment un président dont le mot d'ordre de candidat était qu'il «n'oublierait pas la classe ouvrière» a-t-il pu choisir comme conseiller économique en chef un homme qui s'est récemment prononcé contre une hausse des assurances chômage au milieu de la pire crise économique depuis la Grande Dépression. (...)

Si le Président veut être sûr de ne pas laisser en route les millions de personnes qui ont cru qu'il changerait réellement le système pourri, il devrait lire "L'audace de gagner" du début à la fin, et redécouvrir un tas de choses qu'il sait, mais qu'il semble avoir oubliées.»

Fox News, Juan Williams

«La plus grande réussite d'Obama après un an et d'avoir délogé Bush et les républicains de la Maison Blanche. Et pour beaucoup d'électeurs, c'est la raison pour laquelle ils le soutiennent toujours. (...) L'administration Bush est toujours un bouc-émissaire pratique pour Obama et ses conseillers (...). Pour citer la déclaration du comité Nobel, Obama a été honoré d'un prix pour ses «extraordinaires efforts» en vue de promouvoir la coopération entre les peuples. Sont donc mentionnés des «efforts», pas des «réalisations».»

OpenLeft, site d'information progressiste, Mike Lux

«D'un côté, il y a tant de choses qui me réjouissent. C'est si magnifique de se sentir fier de la façon dont le Président nous représente à l'étranger. Bien que je ne sois pas d'accord avec lui sur un certain nombre de questions internationales, comme la situation en Afghanistan, je respecte profondément la prévenance et la minutie avec lesquelles il s'engage dans des processus de prise de décision complexes. Je suis très impressionné par la façon dont il s'engage dans de difficiles combats comme la réforme du système de santé, le changement climatique, la réforme des lois sur l'immigration, la législation sur les banques, tout en portant attention à notre économie, incroyablement abîmée.

Le problème, c'est que j'ai l'impression que le changement ne vient pas assez vite (...). Quand je vois Tim Geithner a l'air de trouver parfaitement normal la taille, le pouvoir et le comportement à risque des grandes banques, mon sang commence à bouillir. Quand je vois toutes ces personnes nommées dans l'administration, et qui travaillaient avant chez Goldman Sachs, ça me rend nerveux.»

Daily Beast, site d'information progressiste, Rick Perlstein

«L'Histoire nous apprend qu'il ne faut pas prendre les premières années d'un mandat présidentiel trop au sérieux. Personne ne prévoyait que le Vietnam allait causer la perte de Johnson ou que le scandale du Watergate allait faire dérailler Nixon. La première année d'Obama s'est raisonnablement bien passée et a suivi la trame historique habituelle. La lune de miel est terminée, mais le président a gardé le soutien de ceux qui ont voté pour lui, avec un taux d'adhésion guère éloigné des 53% de votes qu'il avait réunis.

Il commence à prendre la mesure de tous les problèmes dont il a hérité: une économie à terre, une guerre controversée en Afghanistan...

Les critiques de la droite et de la gauche se sont intensifiées lorsque le vrai Obama - à la rhétorique enflammée, mais à l'idéologie de centre-gauche prudente et méthodique - a émergé. Certains signes incitent à l'optimisme. La relance verte de l'économie s'étend, et la réforme du système de santé progresse. D'autres indicateurs sont plus inquiétants: l'engagement profond des Etats-Unis en Afghanistan et une dette nationale galopante qui sera très difficilement maîtrisée.»

04/11/2009

<http://www.libération.fr/monde/0101601194-obama-un-an-apres?xtor=EPR-450206>

3-6 Hassan Moali : Rejet du rapport Goldstone et silence sur le gel des colonies.

Pendant que la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, tente de faire avaler une « paix des braves », hier, Mahmoud Abbas, en reprenant les négociations sans conditions, la Chambre des représentants américaine s'apprête à dresser, ce mardi, un barrage contre une éventuelle condamnation d'Israël pour ses crimes à Ghaza.

En effet, les premières « fuites » ne laissent guère de doute sur la position des députés américains sur le rapport de la commission de l'ONU sur des « crimes de guerre » et de « possibles crimes contre l'humanité » contenus dans le rapport Goldstone. La résolution que la Chambre des représentants devrait adopter sans surprise appelle « le président (Barack Obama) et la secrétaire d'Etat (Hillary Clinton) à rejeter sans équivoque tout soutien ou tout examen futur » du rapport rédigé par la commission Goldstone. Les auteurs de la résolution, qui vont compter pour la circonstance d'une « union sacrée » entre démocrates, considèrent le rapport Goldstone « irrémédiablement partial ». Comprendre en faveur de la Palestine !

Ce document qui traduit fidèlement la « religion » des Etats-Unis vis-à-vis d'Israël dictée par le puissant lobby l'AIPAC, souligne « le soutien américain à Israël. Le timing est bien étudié : ce « soutien » intervient à la veille de l'examen du rapport par l'Assemblée générale de l'ONU ! Une manière de « court-circuiter » une hypothétique résolution contraignante à Israël. Tel-Aviv peut donc compter sur son amitié éternelle avec les Etats-Unis pour couvrir, « légalement ! », le droit » à l'agression et à commettre des crimes de guerre sans coup férir... Il faut rappeler que le document de l'ONU, rejeté par Israël et les Etats-Unis, accuse l'armée israélienne « d'actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité » dans l'offensive contre Ghaza du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009. Israël a déjà essuyé une sévère défaite diplomatique lorsque le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté, mi-octobre à Genève, à une large majorité le rapport Goldstone. Mais le vote de la Chambre des représentants mardi prochain donne un avant-goût du sort qui pourrait être réservé à ce texte. A moins que l'Assemblée générale ne décide pour une fois de fausser compagnie au couple USA-Israël.

L'AIPAC, l'arme fatale d'Israël

Le comble est que les Etats-Unis qui servent de parapluie diplomatique à Israël réclament à l'Autorité palestinienne de reprendre les négociations sans conditions. Hillary Clinton a ainsi été dépêchée au Proche-Orient pour réanimer un processus de paix sciemment bloqué par Israël. L'Administration Obama a fini par se dégonfler dans son exigence du gel total des colonies avant la reprise des pourparlers. Elle a préféré sauver son amitié avec Israël que d'aller au bout de sa fausse volonté d'imposer des concessions. Et c'est logiquement que le président palestinien Mahmoud Abbas a rejeté, hier, une offre américaine pour une reprise des négociations avec Israël sans un gel total de la colonisation israélienne. « Au nom de l'Administration américaine, Mme Clinton a demandé de reprendre les négociations entre les deux parties sur la base d'un accord auquel est parvenu (l'émissaire américain pour le Proche-Orient) George Mitchell avec Israël, un accord qui ne prévoit pas un arrêt total de la colonisation », a déclaré à le négociateur palestinien Saëb Erakat. Refus « absolu » de Mahmoud Abbas qui n'avait pas trop le choix alors que sa légitimité est fortement contestée par le Hamas. Le chef de l'Autorité palestinienne a également exhorté l'Administration américaine, en tant que médiateur, à « obliger Israël à respecter ses engagements, y compris à Jérusalem-Est dont l'annexion n'est pas reconnue par les Etats-Unis et la communauté internationale ». Or, le discours du Caire du président américain n'est à présent qu'une vague réminiscence. Barack Hussein Obama est en train, lentement mais sûrement, de « bushiser » son traitement du conflit israélo-palestinien. Et cela donne du grain à moudre au Hamas.

Hassan Moali

1/11

Source : El Watan

<http://www.elwatan.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Hassan_Moali.011109.htm

3-7 Abir Taleb : Tel-Aviv a réussi à rallier Washington à sa cause pour que l'Autorité reprenne les négociations sans l'arrêt de la colonisation.

Une option irrecevable pour les Palestiniens.

Obama cède à la pression israélienne.

En se déclarant prêt à reprendre les pourparlers de paix « sans conditions », Israël n'a en fait entrepris qu'une machination aux objectifs bien vils : tenir la vedette en passant pour la partie qui appelle au retour à la table des négociations et mettre les Palestiniens sous le feu des critiques, puisque ce sont eux qui le refusent. Une tactique bien connue. En effet, les Israéliens feignent d'appeler à une reprise des négociations, en réalité, ils ne font que maintenir leur intransigeance sans céder d'un pouce. Or, ce qui est nouveau cette fois-ci, c'est que Tel-Aviv a rallié Washington à son point de vue. Une position nouvelle de la part de l'administration de Barack Obama, qui, depuis son arrivée au pouvoir en janvier dernier, s'était montré plus modéré que son prédécesseur et avait appelé, dans un premier temps, à l'arrêt des activités de colonisation. « Je veux voir les deux parties commencer les négociations dès que possible » et sans conditions, a dit la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, qui a effectué une visite en Israël en début de semaine et pour qui les propositions du premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, sur une « limitation » de la colonisation sont « sans précédent ». Elle faisait référence à la proposition israélienne de ne pas construire de nouvelles colonies en Cisjordanie.

Voilà donc un véritable retour en arrière puisque l'administration américaine exigeait jusqu'ici qu'Israël gèle totalement la colonisation avant le redémarrage des pourparlers de paix. Ce volte-face américain est évidemment un triomphe pour les Israéliens, triomphe que ces derniers n'ont pas manqué de savourer. « La preuve est faite que les Etats-Unis sont nos meilleurs amis et que l'attitude ferme d'Israël sur ses positions est payante », a

déclaré dimanche le vice-ministre israélien des Affaires étrangères, Danny Ayalon, sur les ondes de la radio publique israélienne.

Le fossé s'élargit

Cependant, côté palestinien, la réponse est tout simplement « non ». «

Faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils fassent davantage de concessions afin d'accommoder l'intransigeance d'Israël n'est pas la réponse », a souligné le négociateur en chef palestinien, Saëb Erakat, dans un communiqué au ton tranchant. Et de lancer : « Les Palestiniens ne peuvent accepter la poursuite de la construction des colonies ou la colonisation de la terre palestinienne en violation des lois internationales », précisant que depuis 2003 le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a augmenté de 17 %. M. Erakat a également estimé que le processus de paix est « à un tournant critique » en raison du refus d'Israël de « répondre à ses obligations » de gel total de la colonisation en Cisjordanie occupée. La veille, le président palestinien, Mahmoud Abbass, avait déjà rejeté la demande de la secrétaire d'Etat américaine et son porte-parole, Nabil Abou-Roudeina, avait estimé que l'Autorité est prête « pour les négociations sur une base claire qui est l'arrêt total et complet de la colonisation ».

Les Palestiniens sont appuyés par les Arabes dans cette position. « S'il n'y a pas de gel des colonisations (...), quel est le but de (nouvelles) négociations ? Ce n'est pas sérieux », a affirmé le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, au cours d'une conférence de presse en marge d'une conférence sur la gouvernance mondiale organisée à Marrakech (Maroc) par l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et à laquelle assiste également Mme Clinton. « S'ils (les Israéliens) veulent continuer à agir de la sorte, en contradiction avec les lois internationales, alors il ne peut y avoir de normalisation » des relations entre Israël et les Palestiniens, a souligné Amr Moussa, qui s'est aussi demandé : « Pourquoi (les Israéliens) changent-ils la composition démographique, le caractère géographique (des territoires occupés), pourquoi expulsent-ils des gens de chez eux ? (...) Vous trouvez que ça constitue un prélude à la paix ou un environnement qui pourrait nous conduire à une paix juste ? ».

Avec ces nouveaux développements, on ne peut que constater que le fossé entre les deux parties s'élargit de plus en plus. Depuis l'arrêt des négociations israélo-palestiniennes en janvier dernier suite à l'offensive israélienne contre la bande de Gaza, la question de la colonisation constitue la principale pierre d'achoppement. Les Palestiniens avaient espéré dans un premier temps que les pressions américaines sur Israël permettraient un gel de la colonisation et un retour aux pourparlers. Or, la vérité s'est avérée tout autre : les pressions sont allées dans l'autre sens et c'est Washington qui a fini par céder. De quoi susciter la satisfaction, sinon la jubilation, des Israéliens et la désolation mêlée d'impuissance des Palestiniens.

4/10

Abir Taleb

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/11/4/marab2.htm>

3-8 Hassan Moali : Le gel des colonies n'est plus une priorité pour l'Égypte.

Hillary Clinton atteint Le Caire au cœur...

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, n'a pas eu besoin de rhétorique et de gros efforts de persuasion pour faire revenir son allié égyptien à de meilleurs sentiments, dans la foulée de la polémique sur le gel des colonies. Il lui a suffi d'un tête-à-tête agrémenté de quelques phrases à très forte charge sentimentale pour que son homologue, Ahmed Abou El Gheït, charmé, tombe dans ses bras... Mme Clinton, qui maîtrise décidément à la perfection l'art de dire une chose et son contraire selon la tribune, n'a pas été jusqu'à faire un dessin pour faire tourner la tête à l'Égypte. « Les Etats-Unis n'ont pas changé leur position concernant leur refus des activités de colonisation. » « Je peux assurer que notre objectif est de parvenir à un véritable Etat (palestinien), avec une vraie souveraineté », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse avec son homologue égyptien Ahmed Abou El Gheït. Et pour mieux faire passer la pilule, la secrétaire d'Etat américaine est allée jusqu'à assurer qu'« il n'y a de doute dans l'esprit de personne que la voie vers un Etat palestinien (...) doit inclure toutes les questions (...) et cela comprend celle de Jérusalem ». A la bonne heure ! On aurait dit une autre personne qui parlait, l'autre jour, depuis Abou Dhabi... Mais ces propos lénifiants semblent avoir suffi pour titiller l'ego des officiels égyptiens, faussement ombrageux. Preuve en est que M. El Gheït a immédiatement saisi la perche tendue par Mme Clinton en avalant son discours sur la nécessité de reprendre les négociations de paix sans condition. C'est-à-dire sans le gel des colonies, comme le réclame Israël ! « Nous devons nous concentrer sur l'objectif final plutôt que perdre du temps à exiger telle ou telle chose », a-t-il déclaré. L'exigence du gel de colonies est donc une « perte de temps » selon Le Caire...

Meilleurs sentiments

La secrétaire d'Etat américaine a donc brillamment réussi son examen de passage au Caire, avec les compliments de MM. Mubarak et El Gheït. Pourtant, elle n'a pas vraiment cédé sur ses déclarations antérieures qui avaient mis en boule les responsables égyptiens. Loin s'en faut. « Ce que nous avons reçu des Israéliens est sans précédent et constitue un mouvement positif (...) ce n'est pas ce que nous préférons », a-t-elle réitéré hier. « C'est comme pour les progrès faits par les Palestiniens en matière de sécurité », a ajouté Mme Clinton. Et de préciser : « Ma conviction personnelle est que rien ne doit affecter notre engagement et notre détermination à aller de l'avant. Il y a certes des obstacles, mais nous ne pouvons pas laisser quoi que ce soit nous dissuader. » La patronne du département d'Etat a donc obtenu le sauf-conduit de l'Égypte pour la feuille de route d'Israël, au grand dam de l'autorité palestinienne. « Si (le Premier ministre israélien Benjamin) Netanyahu continue de construire 3000 logements, exclut Jérusalem et les bâtiments publics, la relance des négociations est mort-née », a affirmé hier le négociateur palestinien Saëb Erakat à Ramallah, en Cisjordanie. Mais la priorité de Mme Clinton

est la reprise illico presto des discussions et exit l'encombrant sujet des colonies. « En fin de compte, les discussions sur les colonies avanceront quand on entrera dans la négociation sur les frontières », a-t-elle déclaré à des journalistes. Autrement dit, que les Israéliens continuent à construire des colonies où bon leur semble, après on reparlera !

[Hassan Moali](#)

5/11

<http://www.elwatan.com/Hillary-Clinton-atteint-Le-Caire>

3-9 Bari Al Atwan : Hillary Clinton : l'avocate du diable.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est faite hier « l'avocat du diable » lors de la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères à Marrakech où elle a félicité le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou pour paraît-il limiter les activités de colonisation.

Clinton faisant sa poule sous les compliments du criminel de guerre multi-récidiviste Shimon Peres...

Un gel total des colonies avait déjà été fixé comme une condition préalable aux pourparlers de paix, mais Clinton a annoncé qu'à son avis, les prétendues « concessions » de Netanyahou étaient suffisantes pour que les Palestiniens reviennent à la table des négociations.

En public, les ministres arabes ont fait connaître leur déception avec le changement de ton des Etats-Unis qu'ils présentent comme une atteinte au processus de paix.

Mais nous ne savons pas ce qu'ils ont dit à Clinton en secret lors des réunions à huis clos, d'autant que la secrétaire d'Etat américaine a réitéré sa demande préalable, à savoir que les pays arabes dits modérés prennent des mesures allant dans le sens de la normalisation avec le gouvernement israélien actuel. Cela, dit-t-elle, afin d'encourager les Israéliens à faire avancer le processus de paix.

Nous craignons fort que les ministres arabes des affaires étrangères ne souscrivent à la nouvelle position américaine sur les colonies et ne fassent pression sur l'Autorité [nationale] palestinienne pour qu'elle renonce à vouloir imposer un gel total des activités de colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem comme préalable non-négociable à une reprise des pourparlers.

Plusieurs pays arabes ont déjà pris contact avec l'ex-président Abbas, lui demandant d'accepter l'invitation du président Barack Obama à une réunion tripartite avec Netanyahou, en marge de la session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Le prince héritier de l'un des émirats du Golfe arabe a même dit au président palestinien de ne provoquer par ses hésitations la colère du président des Etats-Unis (qui lui semblait le mieux disposé de tous les dirigeants américains à l'égard de la cause arabe et le plus désireux de négocier un accord de paix...).

L'ex-président palestinien devrait s'en tenir à sa position qui est de ne pas reprendre les négociations avec ce gouvernement israélien extrémiste qui a pour seul but d'annexer les terres palestiniennes, de judaïser Jérusalem occupée, de mettre en morceaux la mosquée Al-Aqsa et de construire une synagogue à sa place.

Il est hors de question de reprendre des négociations face à de telles provocations, sauf si l'objectif est de blanchir Netanyahu et son gouvernement et de mettre fin à l'isolement international qu'ils subissent, lui et son gouvernement, en raison de leurs attitudes extrémistes.

L'administration du président Obama a perdu sa crédibilité dans les mondes arabe et islamique, avec ses volte-face qui ternissent son ancienne opposition aux activités de colonisation. Cette administration semble maintenant peu différente de celle de George Bush, si elle n'est encore pire.

L'attitude pro-israélienne du président Obama, jointe à sa poursuite des guerres sanglantes en Irak et en Afghanistan, aura un impact négatif sur son image dans le monde islamique où il est de plus en plus perçu comme un homme faible et hésitant, cédant aux pressions du lobby israélien tout en espérant sauver une popularité qui s'effondre.

[Bari Al Atwan](#)

Jeudi 5 Novembre 2009

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.bariatwan.com/index.asp?...>

Traduction : [Info-Palestine.net](#)

http://www.alterinfo.net/Hillary-Clinton-l-avocat-du-diable_a38867.html

3-10 Hassan Moali : Les larmes de crocodile des dirigeants occidentaux.

Après la décision de Mahmoud Abbas de ne pas se représenter...

Les larmes de crocodile des dirigeants occidentaux

Mahmoud Abbas n'est plus, vive Mahmoud Abbas !

C'est à peu près comme cela qu'on pourrait résumer le sentiment de certains dirigeants occidentaux qui versent des larmes de crocodile sur le retrait de la présidence de l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas.

De Washington à Paris, en passant par Berlin, Londres et Madrid, Européens et Américains découvrent sur le tard l'importance d'un personnage aussi charismatique que Mahmoud Abbas dans le traitement de la question palestinienne et partant la paix dans tout le Proche-Orient. Quelle soit tactique ou réfléchie, la décision d'Abou Mazen a eu ce mérite de mettre à nu la grande hypocrisie de responsables occidentaux. Mine de rien, ils se découvrent quasi orphelins d'un homme capable de faire entendre raison aux irréductibles du Hamas. Et dire qu'ils ont participé, bon gré, malgré, à son discrédit auprès de ces concitoyens par leur soutien à toute épreuve du va-t-en guerre d'Israël. Dernière humiliation en date, sa caution au report de l'examen du rapport Goldstone par le conseil des droits de l'homme de l'ONU sur pression de Washington notamment.

C'est donc un homme terriblement affecté d'être désigné comme « traître de la cause » par une partie de son peuple à force de compromission avec le couple américano-israélien, qui a décidé de jeter l'éponge. Une réaction de dépit d'un homme qui se sent trompé par ceux- là mêmes qui l'obligeait à montrer patte de blanche devant Tel-Aviv sans pour autant tirer bénéfice, ni pour lui ni pour son peuple. Ces réactions faussement indignées des puissants de ce monde, regrette-t-il, dénotent plutôt d'une crainte de ne pas trouver un homme aussi « lisse » que Mahmoud Abbas. Pis encore, ils redoutent l'élection démocratique d'un président d'obédience Hamas. C'est pourquoi le bureau de Mahmoud Abbas est inondé ces derniers jours de messages émanant de plusieurs pays lui manifestant leur soutien et l'invite à revenir sur sa décision. Et à tout seigneur tout honneur, c'est la Maison-Blanche qui a ouvert le bal des lamentations en saluant jeudi M. Abbas comme un « vrai partenaire » de Washington. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est contentée d'espérer travailler avec M. Abbas « quelles que soient ses fonctions ». Depuis Sarajevo, où il effectuait vendredi une visite officielle, le ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband, a affirmé que le président Abbas a joué un rôle « crucial » et aura à jouer « un rôle majeur » pour l'avenir du processus de paix au Proche-Orient.

Un doux leurre

Le président Abbas a joué un rôle absolument crucial, principal et consistant en soutenant un processus pacifique pour le peuple palestinien. Son homologue français, Bernard Kouchner, a abondé dans le même sens, en affirmant que M. Abbas doit « continuer sa démarche vers la paix ». « J'insisterai auprès de Mahmoud Abbas pour qu'il continue sa démarche vers la paix », a soutenu M. Kouchner. « C'est cette génération d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas) qui peut faire la paix. » Le ministre des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, demande à Mahmoud Abbas de donner une chance à l'Europe pour « sauver » le processus de paix. « Vous êtes l'homme qui incarne l'espoir du peuple palestinien. Je vous demande d'accorder une chance à l'Europe pour sauver le processus de paix. » La chancelière allemande Angela Merkel est allé jusqu'à appeler le chef de l'Autorité palestinienne au téléphone le priant de « déposer sa candidature » pour la présidentielle de janvier 2010. Ironie du sort et de l'histoire, même l'ennemi juré de la paix au Proche- Orient pleure le retrait de Mahmoud Abbas. En effet, le président israélien, Shimon Peres, qui a signé avec M. Abbas en 1993 les Accords d'Oslo en tant que chef de la diplomatie, a exprimé le souhait de voir le président palestinien se présenter au prochain scrutin présidentiel ! Un soutien encombrant de nature à donner du grain à moudre aux adversaires de Mahmoud Abbas. Mais à y voir de près, il est difficile d'imaginer le retour de ce dernier à de meilleurs sentiments compte tenu de la conclusion qu'il a lui-même tiré : « Nous nous sommes félicité et nous avons été optimistes lorsque le président Barack Obama a annoncé la nécessité d'un arrêt complet des colonies israéliennes. Mais nous avons été surpris par la suite par son soutien pour la position israélienne. » En clair, pensez que les Etats-Unis puissent altérer leur amitié presque légendaire avec Israël pour les beaux yeux de Abbas ne serait qu'un doux leurre.

Hassan Moali

9 novembre 2009

<http://www.elwatan.com/Les-larmes-de-crocodile-des>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19